

La Localisation des ODD et de l'agenda 2030

Questionnaire sur le rôle et les actions des Associations des Gouvernements locaux et régionaux

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Noms de l'association nationale de collectivités territoriales /Organisation/Réseau

.....

Présidence :

Direction Exécutive :

Répondant à l'enquête :

.....

Position :

E-mail :

Téléphone ou Skype :

Nous vous prions de remplir l'évaluation jusqu'au **30 AVRIL 2018**, et de la transmettre à :
gold@uclg.org.

INTRODUCTION

Ce questionnaire a pour objectif d'aider les collectivités territoriales à préparer un rapport pour les commissions régionales des Nations Unies et pour le Forum Politique de Haut Niveau (FPHN) des Nations Unies en Juillet 2018.

Ce questionnaire vise également à soutenir les associations nationales à développer leur propre rapport, et par la même à contribuer aux débats nationaux ainsi qu'à évaluer leur participation dans la mise en œuvre et le suivi des ODD et des autres agendas associés (par exemple, l'Accord de Paris sur le changement climatique, le Nouvel agenda urbain, le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe).

Les pays cités dans la liste ci-dessous se sont engagés à présenter une revue nationale volontaire au FPHN 2018.

48 pays sont volontaires pour présenter leur Revues nationales volontaires en 2018 :

Afrique (11) : Bénin, Cap Vert, Égypte, Guinée, Mali, Namibie, Niger, République du Congo, Sénégal, Soudan, Togo

Asie-Pacifique (7) : Australie, Bhoutan, Kiribati, Laos, Singapour, Sri Lanka, Vietnam

Eurasie (1) : Arménie

Europe (14) : Albanie, Andorre, Grèce, Hongrie, Islande, Irlande, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, Roumanie, Slovaquie, Espagne, Suisse

Amérique latine (6) : Colombie, République dominicaine, Équateur, Mexique, Paraguay, Uruguay

MEWA (6) : Bahreïn, Liban, Qatar, Arabie Saoudite, Etat de Palestine, Emirats Arabes Unis

Amérique du Nord (3) : Bahamas, Canada, Jamaïque

Nous vous invitons à consulter la page Internet (<https://sustainabledevelopment.un.org/hlpf>) afin de confirmer la liste des 65 pays ayant présenté une revue nationale volontaire lors des Forums précédents en 2016 et 2017.

L'enquête est composée au total de **sept questions**, divisée en **trois sections** :

1. Le contexte national de mise en œuvre des ODD (2 questions)
2. La participation des gouvernements locaux et régionaux (GLR) dans le processus national de mise en œuvre des ODD (3 questions)
3. Les politiques de soutien aux GLR pour la mise en œuvre des ODD, leur impact sur le contexte institutionnel et sur les allocations de ressources (2 questions). De quoi ont besoin les GLR pour contribuer à la « localisation » ?

En dessous de chaque question, vous trouverez une série de questions subalternes afin de vous guider dans vos réponses.

La 4ème section est optionnelle : les GLR qui le souhaitent peuvent y signaler les initiatives qu'ils mènent afin de mettre en œuvre les ODD à leur niveau. Tout exemple sera fortement apprécié et contribuera à illustrer le rapport avec des initiatives mis en œuvre aux niveaux régionaux et locaux.

Enfin, une dernière brève question a pour but de récolter des informations sur la méthode utilisée pour remplir ce questionnaire. Cette information est requise par les Nations Unies afin de promouvoir la transparence dans le processus de consultation.

Dans les cas où vous auriez besoin d'assistance pour répondre à ce questionnaire, n'hésitez pas à contacter notre équipe à cette adresse : gold@uclg.org.

Les réponses au questionnaire de l'année dernière ont été regroupées dans la publication **Les Gouvernements nationaux et infranationaux sur la voie de la localisation**, présentée par CLGU aux Etats Membres des Nations Unies lors du Forum politique de haut niveau de 2017.

Section 1. Le contexte national de la mise en œuvre des ODD

Présentez brièvement le cadre de mise en œuvre des ODD dans votre pays. Merci de répondre aux questions suivantes :

1.1 Que fait votre gouvernement national pour mettre en œuvre les ODD ?

Utilisez autant d'espace que nécessaire

Les questions suivantes peuvent vous aider à répondre à la question 1.1 :

- Votre gouvernement central a-t-il communiqué aux citoyens les compromis qu'il a souscrit au niveau international à propos des ODD (voir aussi sur les autres agendas mondiaux tels que l'Accord de Paris sur le changement climatique ou le Nouvel agenda urbain approuvé à Quito) ?
- Est-ce qu'il a lancé un dialogue ou un débat sur la stratégie de mise en œuvre des ODD dans votre pays ? Ou est-ce qu'il a déjà adopté un plan pour soutenir leur mise en œuvre ?
- L'État a-t-il créé ou renforcé des mécanismes institutionnels pour assurer la coordination et le suivi des ODD (par exemple, création d'une commission de haut niveau auprès de la présidence de la République ou du premier ministre, renforcement du Conseil national de développement durable)? Merci de vous reporter à l'[Annexe 1](#) où sont présentés les mécanismes de ce genre créés dans différents pays.

1.2. Dans le cas où votre pays présente cette année un rapport aux Nations Unies sur la mise en œuvre des ODD – appelée « Revue national volontaire » –, est-ce que vous êtes informés de la préparation de ce rapport ? Votre association participe-t-elle ou a été consulté dans le cadre de la préparation de ce rapport ?

Utilisez autant d'espace que nécessaire

Les questions suivantes peuvent vous aider à répondre à la question 1.2 :

- En vue de la préparation des Revues Nationales Volontaires en 2018, est-ce que l'Etat a défini une méthodologie et un calendrier de travail ? Est-ce qu'il l'a diffusé aux autres institutions et aux acteurs locaux ?
- Dans le cadre du processus de préparation du rapport, est-ce que l'Etat a établi des mécanismes de concertation ou de participation (tels que des entretiens, questionnaires, plateformes en ligne, ateliers, conférences, comités de travail commun) à destination des différents institutions et acteurs (les collectivités territoriales, parlementaires, secteur privé, société civile, secteur académique)?
- Si processus de consultation il y en a, est-il suffisamment transparent pour permettre l'implication et la contribution des autorités locales et des autres acteurs (par ex., accès facilité aux documents, aux réunions et débats) ?

Section 2. L'implication des gouvernements locaux et régionaux dans la mise en œuvre des ODD

2.1. Votre organisation a-t-elle encouragée des actions d'appui à la mise en œuvre des ODD au niveau local, dans les villes et communes (c.-à-d. de la « localisation des ODD ») ?

Utilisez autant d'espace que nécessaire

Les questions suivantes peuvent vous aider à répondre à la question 2.1 :

- Avez-vous soutenu ou publié des déclarations sur les ODD/Agenda 2030 ou sur tout autre agenda mondial (par ex., l'Accord de Paris sur le changement climatique, le Nouvel agenda urbain, ou le Cadre de Sendai pour la Réduction des risques de catastrophes) ?
- Merci de présenter un résumé des initiatives mis en œuvre au cours des derniers mois pour informer et mobiliser vos membres afin de les impliquer dans le processus de mise en œuvre des ODD (par ex., bulletins, campagnes d'information, séminaires, conférences, actions de formations, tournées dans les régions ou communes). Si possible, merci d'indiquer des sources d'information qui vous paraissent pertinentes (ex. pages Web).

2.2. Est-ce que vous pouvez mentionner d'autres initiatives développées dans votre pays pour informer et mobiliser les gouvernements locaux et régionaux concernant les ODD ? Pouvez-vous nous donner votre estimation du niveau de participation des gouvernements locaux et régionaux à la mise en œuvre des ODD et des autres agendas mondiaux tels que le Nouvel agenda urbain ou l'Accord de Paris (ex. noter de zéro à cinq, « 0 » signifie que les ODD sont totalement méconnus, « 1 » que la participation est très faible, « 3 » niveau moyen, « 5 » très importante) ?

Utilisez autant d'espace que nécessaire

Les questions suivantes peuvent vous aider à répondre à la question 2.2 :

- Au cours de l'année précédente, des activités visant à informer les gouvernements locaux et régionaux sur les ODD (à travers par exemple de l'information médiatique, campagnes, réunions, conférences, formations, expositions, etc.) ont-elles été réalisées ? Si oui, qui a été à l'initiative de leur création ?
- Les collectivités territoriales se sont-elles exprimées en faveur de la mise en œuvre des ODD, par exemple, au travers de déclarations, des engagements à définir des plans ou programmes, à intégrer les ODD dans les politiques locales, etc., ? Ont-elles exprimé leur intérêt à soutenir les initiatives des réseaux internationaux (tels que CGLU, ICLEI, AIMF, CLGF, C40) pour appuyer leurs engagements en faveur des ODD et des autres agendas mondiaux ? Merci de compléter la section 4 de ce questionnaire si vous connaissez des initiatives mis en œuvre par les collectivités territoriales de votre pays pour réaliser les ODD dans leurs territoires.
- Veuillez évaluer le degré de sensibilisation et d'implication des autorités locales de votre pays à partir d'une échelle de mesure (par ex., en indiquant si les GLR sont 'peu informés'/'bien informés' sur les ODD, ou en renseignant s'il existe un 'faible'/'fort' pourcentage de GLR informés et impliqués). Si possible, merci d'indiquer des sources d'information ou références sur des déclarations d'engagement des GLR en faveur des agendas mondiaux.

2.3. Si votre pays prépare cette année une Revue nationale volontaire pour les Nations Unies, que fait votre institution pour participer dans ce processus ?

Utilisez autant d'espace que nécessaire

Les questions suivantes peuvent vous aider à répondre à la question 2.3 :

- Est-ce que, dans le cadre des *Revue nationale volontaires* (RNV) de votre pays en 2018 ou lors des années précédentes, votre organisation et des autorités locales ont été consultées ou associées au processus de préparation des rapports (par le biais de conférences nationales, de réunions, de consultations ou réponses à des enquêtes) et leurs commentaires et propositions ont-ils été pris en compte ?
- Existe-il (ou a-t-il existé pour les années précédentes) un processus ouvert de consultation nationale, et, le cas échéant, avez-vous pu soumettre des propositions sur la vision des autorités locales en faveur de la localisation des ODD ?
- Est-ce que les rapports nationaux –ou les RNV– prennent-ils en compte les commentaires et propositions des GLR ? Par exemple, certains pays ont effectivement intégré les propositions des collectivités territoriales dans leur rapport national (par ex. le rapport des Pays Bas au Parlement), tandis que d'autres ont pris en compte au sein de leur RNV des exemples d'actions engagées par leurs GLR (par ex., Belgique, Brésil, Danemark, ou la Suède). Cela est-il le cas pour votre pays ?
- Les débats et consultations autour des ODD ont-ils favorisé une collaboration entre les autorités locales, la société civile et le secteur privé pour appuyer la mise en œuvre des ODD au niveau national ? Avez-vous constaté, dans votre pays, des initiatives en faveur de la création de plateformes ou des alliances associant les autorités locales et la société civile, comme c'est le cas dans l'Allemagne, les Pays Bas, la Belgique, etc ?

Section 3. Le soutien au collectivités territoriales dans la mise en œuvre des ODD, l'évolution du cadre institutionnel et du financement

3.1. Le processus de mise en œuvre des ODD a-t-il eu un quelconque impact sur les relations entre l'État et les collectivités territoriales, ainsi que sur les politiques nationales vis-à-vis des collectivités territoriales ?

Utilisez autant d'espace que nécessaire

Les questions suivantes peuvent vous aider à répondre à la question 3.1. Merci de prendre en considération les trois dimensions suivantes : **la qualité du dialogue politique ; l'évolution des politiques publiques dans les territoires ; et le financement des collectivités territoriales.**

A. Qualité du **dialogue politique** entre les différents niveaux de gouvernement :

- Les ODD ont-ils une influence quelconque sur les relations entre l'Etat et les collectivités territoriales ? Ont-ils par exemple contribué à favoriser une plus grande collaboration ? Ont-ils permis la création de nouveaux espaces de dialogue ou d'échanges entre les collectivités territoriales et les ministères et les institutions nationales impliquées ? A titre d'exemple, les autorités locales ont-elles été invitées à participer dans des mécanismes nationaux de coordination pour le suivi des ODD (voir ci-dessus la question 1.1 et l'annexe 1 de ce document) ?
- La mise en œuvre de l'Agenda 2030 a-t-elle contribué à renforcer la coordination entre les collectivités territoriales et les ministères ou les autorités déconcentrées (par ex. les agences déconcentrées des ministères) pour mieux coordonner les politiques publiques sectorielles, afin de contribuer à la réalisation de certains objectifs ou cibles spécifiques des ODD ? Certains pays, tels que l'Argentine, se sont engagés à promouvoir le rôle des GLR dans la mise en œuvre des ODD au travers de conventions ou de 'contrats' signés entre l'Etat et les gouverneurs des provinces. Dans d'autres pays, tels que l'Indonésie ou les Philippines, des mesures sont mises en place pour intégrer les ODD dans les plans stratégiques nationaux, provinciaux et locaux ou pour favoriser une meilleure coordination entre les différents acteurs. Cela est-il le cas pour votre pays ?
- Dans le cadre du Nouvel agenda urbain et selon un étude d'ONU Habitat, de l'OCDE et de Cities Alliance, 149 pays sont en train de développer (ou ont développé) des Politiques Urbaines Nationales (PUN) ou des nouvelles politiques de la ville, qui auront de fortes répercussions sur les politiques urbaines et la gouvernance urbaine. Est-ce que votre association ou des collectivités territoriales de votre pays ont été consultées ou associées à la définition de ces PUN ou des d'accords semblables sur les politiques de la ville ?

B. Impact des ODD sur les politiques publiques dans les territoires

- Si des progrès ont-ils été réalisés par votre pays concernant la définition de stratégies ou de programmes pour la mise en œuvre des ODD, est-ce que ces programmes ont définis des objectifs prioritaires pour les différents niveaux de collectivités territoriales ou les différentes régions ? (L'objectif est de mieux comprendre les différences entre les priorités nationales et locales)
- Dans quelle mesure ces politiques ou stratégies prennent-elles en compte les compétences des GLR ? Est-ce qu'elles prévoient des actions (ou des réformes) pour soutenir ou renforcer les compétences les collectivités territoriales afin de leur permettre de réaliser les ODD ?
- En ce qui concerne plus spécifiquement les réformes liées aux politiques de la ville – et notamment pour la mise en œuvre du Nouvel agenda urbain –, quelles stratégies et plans ont été mis en œuvre pour renforcer les collectivités territoriales dans leurs compétences, leur financement et s leurs capacités ?
- Dans le cas où un nouveau programme a été mis en œuvre, est-ce qu'il prévoit de renforcer les capacités des GLR pour favoriser la localisation des ODD ? Autrement dit, cette stratégie appuie-t-elle des actions tels que des formations ou d'assistance technique, d'appui à la planification locale ou à l'innovations, à la gestion des services publics, afin de renforcer les capacités des collectivités locales pour la localisation des ODD ? Si possible, merci de mentionner des exemples concrets d'initiatives ou d'actions.
- Quelles mesures ont été prises afin d'améliorer le processus de collecte de données et d'indicateurs au niveau local pour assurer le suivi de la mise en œuvre au niveau local des ODD et contribuer aux indicateurs nationaux de suivi des ODD ?

C. Le financement local et les ODD

- Votre gouvernement national alloue-t-il des fonds ou envisage-t-il de le faire pour appuyer financièrement les collectivités territoriales dans la mise en œuvre des ODD et/ou d'autres objectifs en lien avec l'Accord de Paris sur le climat, le Nouvel agenda urbain ou le Cadre de Sendai ?
- Votre pays a-t-il reçu ou mis à disposition des financements de développement international pour appuyer la 'localisation' des ODD et des autres agendas mondiaux ?

3.2. De quoi les collectivités territoriales ont-elles besoin pour soutenir la 'localisation' des ODD ?

Utilisez autant d'espace que nécessaire

Les questions suivantes peuvent vous aider à répondre à la question 3.2 :

- Quels sont les principaux défis des collectivités locales pour soutenir la mise en œuvre et, plus précisément, la « localisation » des ODD et des autres agendas mondiaux (décentralisation, réformes du cadre légal, financement, ressources humaines, accès aux technologies, accès aux données localisées, etc.) ?
- Quelles actions pour renforcer le financement des collectivités territoriales et pour faciliter leur accès au financement national et international sont nécessaires pour assurer la mise en œuvre des ODD au niveau local ?
- Est-ce qu'on dispose d'une évaluation du montant des ressources nécessaires à la mise en œuvre effective des ODD dans votre pays, que ce soit au niveau national ou infranational ?

SECTION 4. Gouvernement locaux et régionaux : état d'avancement dans la mise en œuvre des ODD à vos niveaux respectifs.

Veillez utiliser cet espace pour présenter des exemples de actions mises en œuvre par les gouvernements locaux et régionaux de votre pays pour contribuer à la réalisation des ODD, pour intégrer les ODD dans les plans de développement locaux. Veuillez également mentionner si les GLR contribuent à impliquer d'autres acteurs locaux (société civile, secteur privé, etc.). Si possible, merci d'indiquer des sources d'information qui vous paraissent utiles pour illustrer votre propos, ainsi que des indicateurs localisés.

Beaucoup des ODD font partie intégrante des activités quotidiennes des collectivités territoriales. De fait, les GLR sont souvent responsables d'améliorer l'accès à l'éducation, à la santé et à l'assainissement, encore plus souvent de collecter et gérer les déchets de manière durable, de promouvoir des transports publics pour tous, de favoriser l'accès à un logement décent, en particulier pour les plus vulnérables, de garantir la réhabilitation des quartiers précaires, de promouvoir l'égalité de genre, ainsi que de renforcer la participation dans la planification urbaine, réduire l'empreinte écologique des villes, de prévenir des risques de catastrophes, contribuer à l'atténuation et à l'adaptation aux changements climatiques, etc. Si de nombreuses collectivités territoriales sont déjà depuis longtemps en train de contribuer à mettre en place ces ODD, la plupart d'entre elles n'en sont pas toujours conscientes que les ODD font partie de leurs responsabilités quotidiennes.

Dans cette perspective, veuillez décrire si possible :

- Dans quelle mesure les gouvernements locaux et régionaux ont appuyé l'intégration des ODD dans leurs plans de développement locaux ; ou s'ils ont adapté leurs stratégies locales aux plans nationaux qui ont déjà intégré les ODD ; si ils utilisent enfin les ODD pour orienter et évaluer leurs politiques locales.
- Identifier des bonnes pratiques à travers lesquelles les GLR s'alignent avec les ODD, ainsi qu'avec les autres agendas mondiaux liés à l'Accord de Paris, le Nouvel agenda urbain, le Cadre de Sendai, etc.
- Présenter des expériences de partenariats lancées par les collectivités territoriales avec des acteurs locaux (par ex., des ONG, le secteur privé, les universités, les organisations communautaires) pour appuyer la localisation des ODD : à titre d'exemple, renforcer la participation des acteurs locaux dans la définition des priorités locales pour la mise en œuvre des ODD ; la participation dans la planification locale ; le budget participatif ; ou la promotion de la participation des acteurs locaux dans la prestation de services et l'élaboration des politiques publiques locales.
- Lorsque cela est possible, illustrez le rapport grâce à des indicateurs ou des données statistiques sur les progrès réalisés dans votre pays, collectés à partir des données statistiques nationales ou locales.

Vous trouverez ci-dessous un tableau permettant d'identifier des exemples dans votre pays. Outre ces informations, merci de considérer d'ajouter à ce questionnaire, des documents qui

puissent nous renseigner avec plus de détails sur des études de cas et des expériences locales, ainsi que des sources d'informations complémentaires.

ANNEXE 1 – Cadre institutionnel national pour la coordination et le suivi des ODD ainsi que la participation des gouvernements locaux et régionaux.

(Source: UCLG, *National and Sub-National Governments on the way towards the Localization of the SDGs, 2017*)

Pays	Mécanismes de coordination	Participation des GLR	Pays	Mécanismes de coordination	Participation des GLR
Afghanistan	Le Conseil des ministres + Commission nationale de coordination (NCC), plateforme multi-acteurs	Pas de participation des GLR	Kenya	Le département de coordination des ODD/Unité de mise en œuvre du projet (dirigé par le Ministère de la planification) + Groupe de travail technique inter-institutionnel + Bureau national des statistiques	Forum interministériel. Le Forum fait le lien avec les Gouverneurs des Comtés (CoG) qui ont créé un Bureau de Liaison des ODD
Argentine	Conseil national de coordination des politiques sociales	Pas de participation directe des GLR, hormis à travers les institutions sectorielles	Luxembourg	Commission interdépartementale de développement durable (CIDD) + Conseil supérieur de développement durable (CSDD) (consultatif)	Pas de participation directe des GLR
Azerbaïdjan	Conseil national de coordination pour le développement durable (NCCSD)	Pas de participation des GLR	Madagascar	Comité d'Orientation et de Suivi (COS), présidé par le Premier Ministre + Comité Technique (CT), présidé par le Ministre de l'Economie et du Plan, qui comprend la société civile, le secteur privé et le secteur académique)	Pas de participation directe des GLR
Bangladesh	Comité de suivi et de mise en œuvre des ODD	Pas de participation des GLR	Malaisie	Conseil national des ODD (dirigé par le PM) + Comité national de pilotage (dirigé par le directeur d'EPU) + 5 comités de groupes de travail (qui comprennent des ministères, société civile, secteur privé, secteur académique, les agences onusiennes, jeunesse)	Aucune mention de la participation des GLR
Biélorussie	Conseil national pour le développement durable	Niveaux régionaux représentés	Maldives	Comité national de coordination ministériel + Comité technique sur les ODD (qui comprend la SC)	Pas de participation des GLR
Belgique	Commission interdépartementale du développement durable (ICSD) - Conseil Fédéral du Développement Durable	Niveaux régionaux représentés	Mexique	Conseil National pour l'Agenda 2030, dirigé par le bureau du Président + Comité Technique Spécialisé des ODD + Cabinet spécialisé dans le bureau présidentiel + 18 comités inter-secrétariats	Les associations de GLR (CONAGO et CONAM) participent au sein du Conseil National
Belize	Conseil de développement économique et durable	Pas de participation des GLR	Monaco	Coordonné par le Prince de Monaco	--
Bénin	Comité d'orientation présidé par le Ministre d'Etat chargé du Plan et du Développement	Association Nationale des Communes du Bénin participe	Monténégro	Ministère du DD et du tourisme + Conseil National pour le DD (consultatif)	GLR représentés au sein du NCSD

	(comprend le secteur privé et la SC) + Comité de pilotage technique présidé par la Direction Générale de la Coordination et du Suivi des ODD	dans les deux comités			
Botswana	Comité directeur national (multi-acteurs) + Groupe de travail technique + Secrétariat des ODD au sein du ministère des Finances et du Développement économique (MFED)	Pas de participation des GLR	Maroc	Groupe de travail ministériel (dirigé par le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération et le Haut-Commissariat au plan)	Pas de participation directe des GLR
Brésil	Commission nationale pour les objectifs de développement durable + Secrétariat de la Présidence + Conseil technique permanent + assemblées thématiques + Front des parlementaires en soutien aux ODD	Les associations d'Etats (ABEMA) et de communes (CNM) participant au sein du Comité national (assemblées thématiques)	Népal	Comité de pilotage présidé par le PM + Comité technique (présidé par le vice-président de la Commission nationale au plan) + 9 comités thématiques (comprend la SC, le secteur privé et les partenaires de développement)	Première élection des autorités locales après 19 ans.
Chili	Conseil national pour la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030	Pas de participation des GLR	Pays Bas	Ministre du Commerce extérieur et de la Coopération au développement, appuyé par le coordinateur de haut niveau pour la mise en œuvre des ODD + groupe interministériel de travail des ODD	Dialogue fréquent avec les GLR mais peu impliqués dans les réunions interministérielles
Chine	Le mécanisme national de coordination de la mise en œuvre (composé de 43 ministères)	Pas de participation directe, mais le rapport mentionne que "les gouvernements locaux seront en charge de mettre en place les mécanismes de travail au niveau local et d'en assurer la bonne exécution"	Nigeria	Comité présidentiel des ODD + Bureau spécial des ODD, dirigé par l'Adjoint spécial principal (dans le Bureau présidentiel) + Comité interministériel des ODD + groupe de travail restreint interministériel et non-gouvernemental	Un représentant du gouvernement est présent au niveau local et régional, en lien avec le Comité interministériel
Colombie	Commission de haut niveau pour l'alignement et la mise en œuvre effective de l'Agenda 2030 et ses ODD	Les GLR participant dans les groupes de travail intersectoriels	Norvège	Ministère des Finances (coordination) + Groupe de contact Interministériel dirigé par le Ministre des Affaires Étrangères	Dialogue régulier avec les GLR

Costa Rica	Comité consultatif du Conseil de haut niveau pour les objectifs de développement durable + Le secrétariat technique en charge du comité technique + forum national	GLR participent au sein du Comité consultatif	Panama	Bureau des Affaires sociales + Bureau du Secrétaire aux objectifs présidentiels + Bureau des consultations nationales pour le développement (multi-acteur)	Aucune mention à la participation des GLR
Chypre	Ministère des Affaires étrangères	Pas de participation des GLR	Pérou	Centre national pour la Planification stratégique (CEPLAN) + Institut National des statistiques (INEI) + table de concertation pour lutter contre la pauvreté (comprend la SC)	Les autorités régionales participent au mécanisme de haut niveau pour le dialogue. Un mécanisme similaire sera initié en collaboration avec les autorités municipales
République Tchèque	Conseil du gouvernement pour le développement durable	Les GLR sont représentés au sein du Conseil	Philippines	Office National pour l'économie et le développement (NEDA) coordonne + création probable d'un comité de haut niveau + Agence nationale de statistiques	Pas de participation directe des GLR
Danemark	Groupe interministériel, dont le Ministère des finances et le Ministère des Affaires étrangères ont la charge	Collaboration régulière	Portugal	Deux commissions interministérielles sont en charge du suivi des ODD : 1) pour la mise en œuvre au niveau national : sous la supervision du ministère du plan et des infrastructures et 2) sur la coopération au développement : sous la supervision du ministère des affaires étrangères	Pas de participation directe des GLR
Le Salvador	Conseil national sur le développement durable	Pas de participation des GLR	Qatar	Différents ministères	---
Egypte	Comité interministériel national (établi par décret du Premier ministre) + coordonné par le Ministère de la coopération internationale	Pas de participation des GLR	République de Corée	Commission Développement Durable (CSD) pour le suivi national (avec la SC et le milieu académique) + comité pour la coopération internationale au développement (CCID) pour les affaires internationales + le Forum des ODD des Nations Unies (NSD) de l'Assemblée nationale coréenne	Pas de participation directe des GLR
Estonie	Groupe de travail interministériel sur le DD, géré par l'Unité de stratégie du Gouvernement	Participation au sein de la Commission estonienne pour le DD (niveau non gouvernemental)	Samoa	Groupe de travail national des ODD (interministériel), présidé par le Ministère des Affaires étrangères et du commerce + Office de statistiques + Groupe d'experts inter- institutions	Aucune mention faite aux GLR dans le rapport

Ethiopie	Conseil des Ministres + Chambre des représentants des peuples + coordination du Comité national de planification	Consultation aux niveaux régionaux	Sierra Leone	Bureau sur les ODD (dirigé par le Président) + Comité ministériel des ODD (comprend la SC et le secteur privé) + groupes de travail	Pas de participation directe des GLR
Finlande	Réseau de coordination interministériel + Commission nationale du développement durable (dirigée par le PM) + Comité finlandais de la politique de développement (Parlement) + groupe d'experts interdisciplinaire sur le DD	Les GLR sont représentés au sein de la CNDD (4)	Slovénie	Pas informés	Aucune mention faite aux GLR dans le message principal
France	Le Représentant interministériel pour le développement durable et le Commissaire général au développement durable	Les GLR sont représentés dans les mécanismes consultatifs, par ex. le Conseil national pour la transition écologique, le Conseil national pour le développement et la solidarité internationale	Suède	Ministère des administrations publiques + Ministère de la coopération internationale au développement et au climat + comité chargé de soutenir les travaux sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030 par la Suède + groupe de travail interministériel + délégation pour l'Agenda 2030 (en charge de dialoguer avec les acteurs)	Dialogue régulier avec les GLR
Géorgie	Un 'groupe de travail inter-institutionnel' est en cours de création	Pas de participation des GLR	Suisse	Conseil fédéral + Comité interdépartemental du DD + groupe de travail interministériel pour l'Agenda 2030 et l'Agenda d'action d'Addis-Abeba + Bureau pour le développement spatial + Agence suisse pour le développement et la coopération	Participation des cantons mais pas des communes
Allemagne	Le Comité des secrétaires d'État au DD + Le Conseil consultatif parlementaire sur le DD + Le Conseil pour le DD (composé de 15 personnalités)	GLR participant au sein du groupe interministériel du développement urbain et sont régulièrement consultés	Tadjikistan	Conseil pour le développement national (supervisé par le Président) + Secrétariat de la stratégie de développement national	Aucune mention faite aux GLR dans les mécanismes de suivi
Guatemala	--	--	Thaïlande	Comité national pour le développement durable, présidé par le PM et composé de 3 sous-commissions	Aucune mention faite aux GLR dans le message principal

Honduras	Comité de haut niveau pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 + Comité technique + Ministère de la coordination des administrations publiques	GLR représentées au sein du comité de haut niveau	Togo	Commission multipartite du Plan de développement national	GLR sont représentés (UCT)
Inde	Institution nationale pour la transformation de l'Inde (NITI Aayog), dirigée par le PM	Seulement les Ministères d'Etat sont représentés	Turquie	Conseil supérieur de la planification, au niveau du bureau du PM + Ministère du Développement (interlocuteur) + Commission nationale du développement durable	Pas de participation directe des GLR
Indonésie	Ministère de la planification du développement national (BAPPENAS) + Coordination nationale de la SSTC (qui comprend le comité de pilotage, l'équipe de mise en œuvre, les groupes de travail, les groupes d'experts et le secrétariat)	Pas de participation des GLR au niveau national mais participation au niveau des départements et des communes	Uganda	Comité de coordination politique des ODD + Comité de pilotage de mise en œuvre des ODD + groupe de travail national des ODD + 5 groupes de travail techniques des ODD	Pas de participation directe des GLR
Iran	Comité national du DD (pôle interministériel)	Pas de participation des GLR	Uruguay	Office de la planification et des budgets (OPP), avec l'appui du Bureau des statistiques et de l'Agence de coopération internationale	Pas de participation directe des GLR
Italie	Ministère de l'environnement (coordination)	GLR ont participé à la Conférence Etats-régions (Conferenza Stato-Regioni).	Venezuela (République bolivarienne)	Conseils des vice-présidents + groupe interinstitutionnel pour le suivi de la mise en œuvre des ODD + comités sectoriels	Pas de participation directe des GLR
Japon	Bureau Central pour la promotion des ODD	GLR ont participé aux tables rondes de la promotion des ODD (au niveau consultatif)	Zimbabwe	Comité de pilotage au niveau ministériel (présidé par le secrétaire général de la présidence et du gouvernement) + comité technique avec une participation multipartite	Pas de participation directe des GLR
Jordanie	Comité supérieur de pilotage (PMO) + Comité supérieur national pour le développement durable + Comité de coordination + Groupes de travail	Les maires participent aux groupes de travail			